Document généré le 18 juil. 2025 00:08

Revue d'histoire de l'Amérique française

Carabines, poutchinettes co-eds ou freschettes sont-elles des étudiantes ?
Les filles à l'Université McGill et à l'Université de Montréal (1900-1960)

Karine Hébert

Volume 57, numéro 4, printemps 2004

« Féminin/masculin : l'histoire du genre »

URI : https://id.erudit.org/iderudit/009643ar
DOI : https://doi.org/10.7202/009643ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Hébert, K. (2004). Carabines, poutchinettes co-eds ou freschettes sont-elles des étudiantes ? Les filles à l'Université McGill et à l'Université de Montréal (1900-1960). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *57*(4), 593–625. https://doi.org/10.7202/009643ar

Résumé de l'article

Les universités ont longtemps été une chasse-gardée masculine. À Montréal, la situation change en 1884, alors que McGill admet les premières « Donaldas », et en 1908, alors que l'Université Laval à Montréal ouvre quelques-unes de ses portes aux premières finissantes du cours classique pour jeunes filles. Mais sur le plan de l'intégration et de l'identité, cette admission officielle ne suffit pas pour faire de ces filles des étudiantes à part entière. En se basant sur les journaux étudiants et les archives institutionnelles, cet article examine, sur une période de plus de soixante ans, les résistances mais aussi les avancées de l'intégration des étudiantes dans ces deux universités montréalaises. Trois aspects spécifiques du discours des autorités universitaires, des étudiants et des étudiantes elles-mêmes sont approfondis : l'appartenance à la jeunesse, à l'institution et à la communauté étudiante. Il en ressort qu'entre 1900 et 1960, si les étudiantes ont réussi à se tailler une place au sein de l'université et à se faire reconnaître de leurs confrères, toutes les résistances n'ont pas encore été levées.

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Carabines, poutchinettes co-eds ou freschettes sont-elles des étudiantes ?

Les filles à l'Université McGill et à l'Université de Montréal (1900-1960)[1]

KARINE HÉBERT
Département des sciences humaines
Université du Québec à Rimouski

RÉSUMÉ • Les universités ont longtemps été une chasse-gardée masculine. À Montréal, la situation change en 1884, alors que McGill admet les premières « Donaldas », et en 1908, alors que l'Université Laval à Montréal ouvre quelques-unes de ses portes aux premières finissantes du cours classique pour jeunes filles. Mais sur le plan de l'intégration et de l'identité, cette admission officielle ne suffit pas pour faire de ces filles des étudiantes à part entière. En se basant sur les journaux étudiants et les archives institutionnelles, cet article examine, sur une période de plus de soixante ans, les résistances mais aussi les avancées de l'intégration des étudiantes dans ces deux universités montréalaises. Trois aspects spécifiques du discours des autorités universitaires, des étudiants et des étudiantes elles-mêmes sont approfondis : l'appartenance à la jeunesse, à l'institution et à la communauté étudiante. Il en ressort qu'entre 1900 et 1960, si les étudiantes ont réussi à se tailler une place au sein de l'université et à se faire reconnaître de leurs confrères, toutes les résistances n'ont pas encore été levées.

ABSTRACT • For a long time universities were the preserve of men. In Montreal, this situation changed in 1884, when McGill admitted the first « Donaldas », and in 1908, when Laval University in Montreal opened a few of its doors to the first graduates having received a classical education for young women. At the level of integration and identity,

1. Cette recherche a bénéficié de l'aide financière du CRSH, du FCAR et du Groupe d'histoire de Montréal. Je tiens à remercier Julien Goyette pour sa précieuse collaboration. Mes remerciements s'adressent également aux deux évaluateurs de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* pour leurs commentaires judicieux ainsi qu'aux directeurs de ce numéro spécial, Ollivier Hubert et Denyse Baillargeon.

however, this official admission was not enough to turn these women into students in their own right. Based on student newspapers and institutional archives, this article examines the resistance but also the progress made in terms of the integration of female students in these two Montreal universities over a period of more than sixty years. Three specific aspects of the discourse of university authorities, male students, and the female students themselves, are examined in detail: being young, belonging to the institution and belonging to the student community. What emerges is that between 1900 and 1960, whereas female students succeeded in carving out a place for themselves at university and in gaining the recognition of their male colleagues, not all resistance had yet been removed.

Existe-t-il un féminin du nom « étudiant » au cours de la période allant de la fin du XIXe siècle au milieu du XXe ? Théoriquement, bien sûr. Il ne s'agit que d'ajouter un « e » à la fin du mot et l'étudiante peut exister. Dans la pratique par contre, cette féminisation du terme est beaucoup plus problématique. D'univers masculins qu'elles étaient auparavant, les universités montréalaises s'ouvrent peu à peu aux femmes au tournant du XXe siècle. Depuis 1884, le Royal Victoria College permet à des filles de poursuivre leurs études à l'Université McGill ; à partir de 1908, les jeunes Canadiennes françaises catholiques peuvent espérer être admises à l'Université Laval à Montréal puisque le premier cours classique féminin – seule voie d'accès pour la grande majorité des programmes universitaires – est maintenant offert à l'École supérieure pour jeunes filles. Toutefois, le simple fait d'être admises à l'université entraîne-t-il pour ces jeunes filles une admission immédiate et sans conditions au sein de la communauté étudiante ? Poser la question, c'est presque y répondre...

Cet article propose une analyse comparative de l'intégration des filles dans les communautés étudiantes de l'Université McGill et de l'Université de Montréal (Université Laval à Montréal jusqu'en 1919). Plusieurs chercheurs et chercheuses se sont déjà intéressés à la vie des étudiants et des étudiantes au Canada. Sara Burke et Jo LaPierre ont accordé leur attention aux années durant lesquelles les filles ont fait leur entrée dans les universités canadiennes. Burke s'est penchée sur les débats qui ont fait rage entre 1884 et 1909 à l'Université de Toronto au sujet de la « coéducation » et de la pertinence d'une éducation supérieure pour les filles[2]. LaPierre s'est plutôt attardée à la vie scolaire des étu-

2. Sara Z. Burke, « New Women and Old Romans : Co-Education at the University of Toronto, 1884-95 », *Canadian Historical Review*, 80,2 (juin 1999) : 219-241 ; « "Being Unlike Man" Challenges to Co-Education at the University of Toronto, 1884-1909 », *Ontario History*, XCIII,1 (printemps 2001) : 11-31.

diantes ainsi qu'aux réactions des autorités et des étudiants à leur présence dans les classes. Limitant son étude aux deux dernières décennies du XIXe siècle, elle soutient que les étudiantes étaient plus tolérées que bienvenues au sein d'universités reconnues pour leur caractère patriarcal[3]. Un accueil aussi mitigé aurait entraîné un certain repli de la part des étudiantes : se sachant en observation, ces dernières auraient préféré adopter le profil bas de peur de perdre leur nouveau « privilège » d'étudiante. De son côté, Nicole Neatby interroge les motivations personnelles et professionnelles des étudiantes de l'Université Queen's au cours des années 1920[4]. Dans ce trop bref tour d'horizon, notons encore les travaux de Paul Axelrod sur la vie des étudiants et étudiantes des années 1930. En mettant l'accent sur ces derniers et dernières, plutôt que sur les administrateurs ou l'institution en général, il propose une autre histoire des universités, une histoire dans laquelle ceux qui ont le moins de pouvoir ne sont pas posés en victimes, mais plutôt en agents actifs, des individus à qui est reconnue une faculté de choisir, de faire valoir leur opinion et d'utiliser, pour leurs propres fins, ce que l'université leur propose[5].

Les communautés universitaires et étudiantes de l'Université McGill et de l'Université de Montréal n'ont pas laissé les chercheurs et chercheuses indifférents. Margaret Gillett examine toutes les facettes de la présence des femmes à l'Université McGill, que ce soit les débats entourant l'accessibilité des filles à l'éducation supérieure, la vie des étudiantes sur le campus et au Royal Victoria College, la participation féminine – étudiantes et membres du personnel – aux différentes facultés ou encore les associations féminines. La perspective adoptée par Gillett est ouvertement féministe puisque, comme elle le dit elle-même, « it tries to complete the cultural record which has so often omitted "the other half" of humanity or failed to take it seriously[6] ». Christine Lemaire adopte une

3. Jo LaPierre, « The Academic Life of Canadian Coeds », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, 2,2 (1990) : 225-245.

4. Nicole Neatby, « Preparing for the Working World : Women at Queen's During the 1920's », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, 1,1 (1999) : 53-72.

5. Paul Axelrod, *Making a Middle Class. Student Life in English Canada During the Thirties* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990), 269 p.

6. Margaret Gillett, *We Walked Very Warily. A History of Women at McGill* (Montréal, Eden Press Women's Publication, 1981), 476 p. À cette étude majeure, on peut ajouter : Marlene Gay Shore, *The Science of Social Redemption : McGill, the Chicago School, and the Origins of Social Researchs in Canada* (Toronto, University of Toronto Press, 1987), 432 p. ; Marlene Dixon, *Things Which Are Done in Secret* (Montréal, Black Rose Books, 1976), 290 p.

perspective différente en s'intéressant à l'image que les étudiants de l'Université de Montréal se faisaient de leurs consœurs telle qu'elle était véhiculée dans le *Quartier latin* entre 1927 et 1945[7].

La présente recherche ne s'inscrit pas en faux contre ces précédentes études. D'une certaine manière, elle propose plutôt de les poursuivre en englobant une périodisation plus longue (1900-1960) et en abordant la question de l'identité étudiante selon une perspective genrée. Ces deux choix se répondent : une identité, qu'elle soit étudiante ou autre, n'est jamais définitive. En l'abordant sur une période relativement longue, il est possible d'en constater les variations. Par ailleurs, l'identité reposant sur un dialogue ou sur l'altérité, la dimension genrée et la prise en compte des discours étudiants, tant masculins que féminins, apparaissent incontournables.

Les deux postulats précédents, que l'identité n'est jamais définitive et qu'elle repose sur le dialogue ou l'altérité, ne vont pas de soi. Encore faut-il s'entendre minimalement sur ce qu'est l'identité. Dans la présente analyse, cette notion est ramenée à sa plus simple expression ; elle est simplement considérée comme la réponse à la question « Qui suis-je ? ». Une telle question, pouvant être formulée par un individu ou un groupe, nécessite l'apport d'autrui pour espérer une ébauche de réponse. Comme l'explique le sociologue Richard Jenkins, ce que les autres pensent de nous est aussi important que ce que nous pensons de nous-mêmes. L'identité doit ainsi être validée (ou non) par ceux avec qui nous sommes en contact[8]. Ici, l'altérité trouve sa justification. De plus, comme la réponse à la question identitaire dépend de l'entourage, de la société en général pourrait-on ajouter, il semble clair qu'une réponse définitive est impossible. Dans le cas des communautés étudiantes, dont les membres sont en constant renouvellement, il est encore plus vrai que l'identité est un processus jamais achevé. On pourrait donc résumer l'identité en disant qu'elle est un processus social fondé sur un rapport d'altérité.

Ayant retenu une perspective genrée, je suppose d'une part qu'il est possible d'en apprendre sur « l'étudiante » en examinant le discours con-

7. Christine Lemaire, *Les femmes à l'Université de Montréal vues à travers un journal étudiant :* Le Quartier Latin *(1927-1945)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1990, 183 p. On peut également consulter Johanne Collin, *Évolution des profils de comportement des clientèles féminines et masculines face aux études universitaires. Le cas des facultés professionnelles de l'Université de Montréal, 1940-1980*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1984 ; Claude Bélanger, *Analyse de quelques thèmes dans le* Quartier latin *(1919-1945)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1970, 106 p.

8. Richard Jenkins, *Social Identity* (London/New York, Routledge, 1996), 19-20.

cernant son vis-à-vis masculin, « l'étudiant ». Une telle approche permet notamment d'aborder le discours des autorités universitaires de manière originale et de se demander si, s'adressant à la communauté étudiante, les autorités incluaient les étudiantes. Je suppose d'autre part que les discours produits par les étudiants ou par les étudiantes présentent des particularités identitaires, c'est-à-dire que les étudiants et leurs consœurs n'ont pas toujours eu la même définition de ce qu'était un étudiant, et que la mise en contact de leurs discours respectifs permettra d'en apprendre sur la manière dont se sont construites les deux communautés étudiantes montréalaises de la première moitié du XXe siècle.

Pour étayer ces deux hypothèses au sujet du discours tant des autorités universitaires que des communautés étudiantes, les archives institutionnelles des deux universités à l'étude sont mises à profit. Puisque l'analyse repose sur une comparaison, il fallait cibler des sources comparables et similaires pour les deux universités étudiées. Par ailleurs, il fallait déterminer des sources dont la production s'étalait, dans la mesure du possible, sur la période de quelque soixante ans prise en considération. Pour illustrer les positions des autorités universitaires, procès-verbaux des instances décisionnelles, documents produits par les recteurs, principaux, secrétaires généraux et chanceliers sont alors apparus comme les plus évocateurs. En ce qui concerne le discours étudiant, les journaux estudiantins sont particulièrement éclairants, tout comme les archives des associations étudiantes. Toutefois, il faut garder à l'esprit que ces sources ont été produites par des instances généralement dirigées par les étudiants masculins, ce qui implique que la parole des étudiantes apparaîtra bien souvent comme une réaction au discours des premiers. Ces différentes sources présentent des limites évidentes : elles n'émanent que d'un petit nombre d'acteurs, les autorités ainsi que les étudiants et étudiantes qui participent aux activités universitaires. Il ne faut donc pas y rechercher une fausse représentativité. Néanmoins, ces sources demeurent pertinentes dans la mesure où elles permettent d'avoir accès à la pensée et à la parole étudiantes[9].

9. Un autre type de source aurait pu être utilisé pour comprendre les débats et les prises de positions identitaires des étudiants et des étudiantes : les sources orales. Cependant, étant donné la période relativement longue retenue pour l'analyse, ces sources ont été mises de côté. Il est en effet impossible de couvrir toute la période avec ce type de source. Les étudiants et étudiantes de 1900 n'étant généralement plus de ce monde... Pour une présentation plus détaillée du choix et du contenu des sources utilisées, voir Karine Hébert, *La construction d'une identité étudiante montréalaise (1895-1960)*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2002, 49-57.

J'ai suggéré ailleurs[10] que l'identité étudiante repose sur au moins trois niveaux d'appartenance : appartenance à la jeunesse, à l'institution universitaire et à la communauté étudiante. Je reprends ici cette division des niveaux d'appartenance en me demandant comment les étudiantes y sont intégrées. Il sera alors possible de vérifier mon hypothèse de départ, c'est-à-dire que l'intégration des femmes à la communauté étudiante montréalaise n'est pas complétée au tournant des années 1960, et que l'identité étudiante demeure à ce moment, malgré des changements sensibles, principalement masculine.

LES AUTORITÉS UNIVERSITAIRES S'ADRESSENT À LA JEUNESSE

Tant à l'Université de Montréal qu'à l'Université McGill, les autorités universitaires s'adressent aux étudiants en insistant sur leur jeunesse. La principale relation qui s'établit entre eux est donc fondée sur le couple adulte-jeune. Pour savoir si les autorités intègrent les étudiantes à leur discours, il faut donc vérifier si les filles font partie de la jeunesse telle que décrite par les autorités.

Lorsque leur propos concerne l'ensemble de la jeunesse, dépassant ainsi le seul groupe étudiant, les autorités et les adultes associés à l'Université de Montréal prennent souvent la peine de distinguer une jeunesse masculine d'une jeunesse féminine. Au début du siècle, le journal *L'Étudiant*[11] publie à l'occasion des textes d'adultes qui donnent des conseils à la jeunesse. Parmi eux, Gabriel Hanotaux dont les paroles laissent entrevoir un rôle différent pour les deux jeunesses. Aux jeunes femmes, la charge de conserver : « Celle qui sera une femme demain doit garder, en elle, la dignité morale et physique de la race [...] » Aux jeunes hommes, celle de la découverte : « Les voyages forment la jeunesse. Il n'est rien de plus nul et de plus triste que de végéter toute la vie dans son patelin. [...] Tous les hommes qui ont voyagé sont égaux[12]. » La distinction est encore plus claire lorsque Hanotaux résume sa pensée en disant : « "Il fut des hommes", voilà ce que je ne cesse de répéter aux jeunes gens

10. *Ibid.*

11. On retrouve quatre journaux étudiants à l'Université de Montréal pour la période étudiée : *Le journal des étudiants* (1895-1896), *L'Étudiant* (1911-1915), *L'Escholier* (1915-1917) et *Le Quartier latin* (à partir de 1919, ci-après *Ql*). À l'Université McGill, les journaux étudiants « officiels » sont les suivants : *McGill Fortnightly* (1892-1898), *McGill Outlook* (1898-1907), *McGill Martlet* (1908-1911) et *McGill Daily* (à partir de 1911, ci-après *Daily*).

12. Gabriel Hanotaux, « Conseils à la jeunesse. Par Monsieur Gabriel Hanotaux », *L'Étudiant*, 2,10 (24 janvier 1913) : 2.

et, s'il s'agissait des jeunes filles, je leur dirais : "Il faut des femmes"[13]. » En disant cela, Hanotaux ne choque pas. Les associations féminines de l'époque, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste en tête, partagent ouvertement un tel point de vue. François Hertel, reconnu pour son engagement auprès des jeunes, publie également à quelques reprises dans le journal étudiant, le *Quartier latin*. Trente ans après Hanotaux, il différencie encore les jeunes hommes et les jeunes filles, insistant à la fois sur leur expérience de la vie dissemblable et sur l'assurance plus grande de ces dernières, « parce qu'elles sont en général plus énergiques et qu'elles trouvent en elles-mêmes ce qui manque à leurs maîtres[14] ». L'abbé Llewellyn, aumônier des étudiants entre 1945 et 1950 et connu, entre autres, pour avoir mis sur pied les cours de préparation au mariage à l'université, s'adresse lui aussi séparément aux jeunes filles et aux jeunes hommes. Bien qu'il soit l'aumônier de tous les étudiants et étudiantes – qui, on doit le rappeler, sont de plus en plus nombreuses à l'université après la Deuxième Guerre mondiale –, la plupart des articles qu'il publie dans le *Quartier latin* sont explicitement destinés aux étudiants : « Le carabin, c'est ce grand garçon dégingandé, jeune homme presque, qui quitte le collège, l'école supérieure ou l'armée, et qui tombe du haut de son prestige pour devenir, à l'Université, le petit dernier qu'on initie aux mystères de la vie étudiante, sur la montagne, la rue Saint-Denis ou le carré Viger[15]. » Lorsqu'il veut rejoindre les jeunes filles, l'aumônier s'adresse directement à elles, sans nécessairement passer par le journal étudiant. Par exemple, il publie en 1947 une série de dépliants intitulée « Ta mission » explicitement destinée à un public féminin. Le *Quartier latin* fait la publicité de ces brochures en les présentant ainsi : « Toutes les jeunes filles, qui ont de l'idéal et qui veulent remplir dans le plan providentiel, la mission qui leur est propre, trouveront dans le petit livre de M. l'abbé Llewellyn, une aide puissante[16]. »

Des articles, brochures ou conseils mentionnés, il ressort clairement que, jusqu'aux années 1950, les autorités de l'Université de Montréal arrivent assez difficilement à formuler un discours unifié sur la jeunesse, groupe social dépassant, mais incluant les étudiants et les étudiantes

13. *Ibid.*

14. François Hertel, « Ce que la jeunesse attend de ses maîtres », *Ql*, 27,3 (20 octobre 1944) : 8 ; « Le respect de la jeune fille », *Ql*, 26,16 (18 février 1944) : 6.

15. Robert Llewellyn, abbé, « Les carabins font l'université comme les lettres les livres », AUdM, D35/412, [1945-1950]. Ce texte n'est qu'un parmi tant d'autres. Llewellyn a publié de nombreux articles dans le *Quartier latin* dans lesquels il reprend cette même approche.

16. « Ton milieu. Par Robert Llewellyn », *Ql*, 29,32 (21 février 1947) : 5.

dont elles ont la charge. Toujours, elles font une distinction entre la jeunesse masculine et la jeunesse féminine et, s'adressant aux étudiants, elles relèguent la seconde à l'arrière-plan. Cette position peut, à la limite, se comprendre pour les premières années du siècle, les étudiantes n'étant admises à titre d'étudiantes libres qu'à partir de 1904 et le premier diplôme de doctorat accordé à une étudiante en 1921[17]. Mais comment expliquer qu'un tel discours perdure jusqu'à la fin des années 1940, alors que les étudiantes représentent une portion non négligeable de la communauté étudiante[18] ?

Illustres représentants de la jeunesse, dépositaires de l'avenir, espoirs de demain, les autorités ne lésinent pas sur les mots pour désigner le groupe étudiant. Ce dernier prend ainsi un visage très masculin. C'est par rapport à cette image fortement genrée que devront se positionner les étudiants et les étudiantes au cours de la période étudiée. Les étudiants réagissent la plupart du temps en se l'appropriant : « Nous les étudiants, on nous dit que nous sommes les hommes de demain, l'espoir de la nation ; tout cela est bien beau, mais ce serait une erreur de croire que pour devenir quelqu'un il suffit d'aller dormir aux cours. À ce régime-là, on devient peut-être un avocat, un notaire ou un médecin, mais pas un homme[19]. » Et encore vingt ans plus tard, « [e]t pourtant la jeunesse est le temps de l'action, le temps où l'homme acquiert toute sa valeur et devient quelqu'un[20] ». On pourrait objecter qu'une telle citation ne prouve pas que les filles ne sont pas prises en compte, le terme « homme » étant ici utilisé dans son sens générique pour désigner l'être humain. Peut-être. Mais alors pourquoi les brochures et les discours des autorités catholiques s'adressent-ils respectivement aux jeunes hommes ou aux jeunes femmes, mais rarement aux deux de manière concertée ?

Tout comme à l'Université de Montréal, les étudiants de l'Université McGill intègrent l'image d'eux et de leur jeunesse que suggèrent les autorités. Or du côté anglophone, très tôt dans la période, elles associent de coutume les filles et les garçons à la jeunesse. Prenant la parole à McGill en 1908, le docteur John Mott estime que la World's Student

17. Il s'agit de Florence Abergson qui obtient un doctorat de la faculté de chirurgie dentaire, Christine Lemaire, *Les femmes à l'Université de Montréal*, *op. cit.*, 25.

18. Il faut bien voir que cette proportion varie considérablement d'une faculté à l'autre, alors qu'entre 1927 et 1945, les étudiantes représentent un peu plus de 50 % des diplômées de la Faculté de lettres, elles forment environ 1 % des diplômées en médecine. Au total, les étudiantes représentent 22 % des diplômées pour cette période. *Ibid.*, 162-163.

19. L'Économiste, « Les cours de M. Montpetit », *L'Escholier*, 2,16 (9 février 1917) : 1.

20. Louis-René Lagacé, « La marche des gais lurons », *Ql*, 15,7 (17 novembre 1932) : 1.

Christian Federation, association internationale dont il était le secrétaire général, est largement composée de « young men and women abounding in aggressiveness and enthusiasm[21] ». Il est à remarquer qu'il reconnaît aux jeunes filles le droit à une agressivité positive, chose assez rare en un temps où le dévouement et la douceur féminine avaient plus souvent la cote.

On pourrait être tenté d'expliquer cette différence de discours entre les autorités des deux universités montréalaises en référant au fait que celles de McGill avaient accepté beaucoup plus tôt d'ouvrir les portes de leur institution aux jeunes femmes, ou encore en se basant sur la présence plus considérable de ces dernières à l'université ; une allocution uniquement adressée aux garçons ayant pu être perçue comme un affront par les étudiantes qui formaient déjà une proportion non négligeable du corps étudiant[22]. Ce serait passer outre à une particularité toute mcgillienne : l'idéal de non-mixité qui prévalait à la fondation du Royal Victoria College. En effet, lord Strathcona, dont la générosité rendit possible l'ouverture du collège en 1884, avait fait de la non-mixité une condition *sine qua non* de sa participation financière[23]. La coéducation s'est imposée un peu plus tard, et bien souvent pour des raisons d'ordre économique : les cours auxquels les étudiantes s'inscrivaient se multipliant, il devenait de plus en plus difficile de monopoliser les ressources professorales et immobilières pour répéter deux fois le même cours. Il ne faudrait donc pas croire que les autorités mcgilliennes font preuve d'une ouverture particulière ou qu'elles donnent leur aval à une parfaite similitude entre les hommes et les femmes. Si elles valorisent l'éducation supérieure pour les filles, c'est surtout pour leur permettre de remplir leur rôle social féminin. Une telle position est perceptible dans une allocution prononcée par lady Aberdeen en 1894 devant les étudiantes du Royal Victoria College : « [W]omen have a definite life-work for which they must be prepared and disciplined as well as men are for theirs, and

21. John R. Mott, « The Relation of the Federation to the Arbitration Movement. Notes of an Address at the Conference on International Arbitration. Lake Mohonk, New York, 1908 », tiré de *Addresses and Papers. Volume II. The World's Student Christian Federation* (New York, Association Press, 1946), 556.

22. Tout comme pour l'Université de Montréal, il est très difficile d'obtenir des chiffres exacts. De plus, ces chiffres varient énormément d'une faculté à l'autre. Les filles représentent 50,5 % des inscrits à la Faculty of Arts en 1917, alors qu'elles ne sont pas encore admises à l'École d'architecture. M. Gillett, *We Walked Very* Warily, 181. Pour une ventilation annuelle, à partir des années 1920-1930, voir les *Annuals Reports* de l'Université McGill.

23. Pour des informations supplémentaires, voir M. Gillett, *We Walked Very Warily*.

that if they are not thus prepared and educated, it is not only the individuals that suffer loss, but their homes and their country[24] ? »

À la suite de la Première Guerre mondiale, le principal Currie accueille les nouveaux étudiants. Revenant sur le rôle important que leurs prédécesseurs ont joué dans le conflit, il leur assure qu'à leur tour, dans un monde de paix, ils seront appelés à en jouer un équivalent : « The country looks for leaders – leaders in thought as well as in action ; and the part of McGill men played in war they will play in peace, where victories no less renowned await them[25]. » Cette déclaration s'éloigne significativement de celle de Mott en 1908 : les filles ne sont plus incluses dans ce discours au ton militaire. Peut-être faut-il expliquer cette omission par le fait que le principal Currie était lui-même un militaire... Le principal James qui prend les rênes de l'université au cours du Second Conflit mondial revient à un discours beaucoup plus intégrateur. Après la guerre, il n'hésite pas à affirmer que dans un monde en reconstruction, c'est toute la jeunesse qui est appelée à prendre ses responsabilités : « We stand in need for young men and women whose ideal are clear, whose determination is unshaken, whose courage is beyond the praise of words[26]. » Bref, à McGill, les autorités semblent plus enclines à intégrer jeunes femmes et jeunes hommes à la jeunesse en général, même si cette tendance comporte des exceptions de taille.

Des paroles des autorités universitaires, peut-être plus celles de l'Université de Montréal que celles de McGill – encore que ces dernières n'y échappent pas complètement –, il ressort clairement deux constats. D'une part, la place des filles dans le grand groupe social de la jeunesse ne va pas toujours de soi ; d'autre part, lorsqu'on reconnaît à ces dernières leur jeunesse, elle est le plus souvent distincte de celle des garçons. Une telle distinction s'explique par la définition même de jeunesse retenue par les autorités, une jeunesse synonyme d'avenir. La société en général étant clairement divisée selon le genre, les fonctions sociales masculines et féminines ne sont pas les mêmes dans le discours des autorités. Il s'ensuit que l'avenir auquel se préparent les étudiants et les étudiantes ne peut être semblable.

24. Lady Aberdeen, « Contribution. An Adress by Lady Aberdeen to Women Students », *McGill Fortnightly*, 3,2 (5 novembre 1894) : 22-23.

25. A. W. Currie, « To All McGill Men : Greetings », AUMcG, RG 2, c. 49, f. 618, 23 avril 1921.

26. Cyril James, « A Message from the Principal », AUMcG, RG 2, c. 124, f. 3525, 1949.

L'UNIVERSITÉ, UN MONDE MASCULIN ?

Depuis la fin du XIXe siècle, les femmes sont de plus en plus nombreuses à réclamer une meilleure formation et, au moins parmi les classes les plus aisées, un accès à l'éducation supérieure. Les anglophones montréalaises ont ouvert le bal et obtenu une entrée limitée à l'Université McGill dès le milieu des années 1880. Les franco-catholiques n'ont pas attendu longtemps avant d'entrer dans la danse. En 1895, Robertine Barry utilisait l'exemple de McGill pour réclamer les mêmes avantages pour les jeunes Canadiennes françaises catholiques[27]. De manière régulière, les réclamations pour un accès à l'éducation supérieure des femmes se font au nom même de la différence entre les deux sexes et insistent sur le devoir des femmes. Justifiant l'ouverture du premier collège classique pour jeunes filles, Mère Sainte-Anne-Marie n'affirmait-elle pas que « [q]uelque soit le côté sous lequel on envisage la question, la femme a le droit, mieux encore, elle a le devoir de s'instruire[28] » ?

Avec cette insistance sur la différence, on touche au cœur de l'argumentation entourant la place des filles à l'université. Leur admission à McGill en 1884 et une vingtaine d'années plus tard à l'Université Laval à Montréal ne marque pas, tant s'en faut, la fin des débats entourant la pertinence d'une formation universitaire pour les femmes. Les débats de société qui entourent l'accession des filles à l'éducation supérieure commencent à être relativement bien connus[29]. Mais qu'en est-il des réactions de ceux et celles qui sont désormais appelés à se côtoyer dans les classes ? Comment les étudiants perçoivent-ils le monde universitaire jusque-là masculin et comment arrivent-ils – ou non – à y intégrer les filles ? Comment ces dernières réagissent-elles à ces discours de leurs confrères ? Un petit détour par les journaux étudiants s'avère ici révélateur.

L'argument essentialiste et fonctionnaliste revient couramment chez certains étudiants de l'Université de Montréal lorsqu'ils mettent en cause la présence de leurs consœurs. Règle générale, ils ne remettent pas en question leur propre présence à l'université. Ce serait douter de l'institution qui leur permettra de gagner leur vie plus tard et de se tailler

27. Robertine Barry, « Quand verrons-nous ? », dans Micheline Dumont et Louise Toupin, *La pensée féministe au Québec. Anthologie (1900-1985)* (Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003), 63.

28. Emmeline Bengle, Mère Sainte-Anne-Marie, « L'enseignement supérieur des jeunes filles », *ibid.*, 68.

29. Voir S. Z. Burke et M. Gillett notamment.

une place convoitée et utile dans la société. Et cette société, plusieurs la font reposer sur des épaules masculines : « Toute la différence entre l'idéal de l'homme et celui de la femme réside dans ce fait que c'est la femme qui fait les hommes, mais c'est l'homme qui fait la société[30]. » Les filles étant « naturellement » différentes des garçons, comment justifier leur place dans une institution qui a justement pour objectif de former une élite sociale professionnelle depuis toujours masculine ?

> Un homme sera docteur, avocat, ingénieur, politicien. Une femme, c'est bien affreux à dire, une femme se mariera. Elle ne pourra faire les deux. […] Les étudiants de notre Université partagent ce sentiment, je crois, puisqu'ils ont toujours regardé comme marque de snobisme mal à propos, la présence chez eux, de jupes, comme d'autre part, ils ne dépensent pas leurs plus belles heures, à visiter les fraîches débutantes[31] !

Ce texte du *Quartier latin*, qui date de 1922, ne doit pas nous en cacher un autre publié l'année précédente par un collaborateur – ou une collaboratrice ? – qui expliquait que l'éducation supérieure pour les filles pouvait difficilement être remise en question puisque l'égalité entre les hommes et les femmes progressait dans toutes les sphères de la société. Le suffrage féminin avait été obtenu au fédéral, et les premières délégations féminines québécoises, qui avaient fait la manchette au début de l'année, s'étaient mises en marche pour demander le même droit au Parlement provincial. Cette recherche d'égalité et de liberté passait, selon l'auteur(e), par l'éducation, car « pour que la femme puisse exercer efficacement ces libertés civiles et politiques, pour qu'elles deviennent un puissant facteur de progrès social, hors du cercle familial, que faut-il ? Du savoir, encore du savoir, toujours du savoir[32]. » Le principe est ici reconnu, tout comme les difficultés entourant sa mise en œuvre. En effet, l'auteur(e) identifie par la même occasion deux obstacles pratiques à la reconnaissance des filles à l'université : l'attitude des étudiants et l'opinion publique. Au sujet du premier obstacle, il (ou elle) affirme même que la gent étudiante fait preuve de « peu de bienveillance, ne disons pas la malveillance déguisée[33] », envers les étudiantes.

30. Jean Vallerand, « Notre jeunesse », *Ql*, 21,23 (31 mars 1939) : 11.

31. Etna E. E. N., « Boiras-tu le thé ou bien seras-tu étudiante ? », *Ql*, 5,2 (12 octobre 1922) : 6. Ce pseudonyme, malgré son apparence féminine, semble être utilisé par un étudiant. Les références personnelles à l'auteur qui parsèment le texte sont toujours masculines.

32. Jim, « La Femme et l'Enseignement supérieur », *Ql*, 3,5 (10 mars 1921) : 4. Ici, aucune référence personnelle à l'auteur, ne permet de juger du sexe du rédacteur.

33. *Ibid.*

Les années passant, les débats semblent se poursuivre sur le campus. Encore en 1932, une étudiante prend la parole dans le *Quartier latin* pour tenter de briser certains préjugés stigmatisant les étudiantes. Son intervention dépasse le cadre restreint de l'université dans la mesure où les préjugés auxquels elle s'attaque sont hérités de la mauvaise presse qui est faite aux féministes de l'époque, à certaines d'entre elles à tout le moins : « Une étudiante ! hum ! c'est quelque chose d'insolite ; derrière elle, l'on chuchote : pourquoi étudie-t-elle ? ou bien vite, sans procès, on la range dans le clan "Saint-Jean", l'on déclare avec dignité : "moi je déteste les bas-bleus !"[34]. » L'auteure déplore en fait la méconnaissance – et peut-être le manque de volonté de mieux connaître – des étudiants envers les étudiantes. Elle affirme ensuite son droit d'étudier pour le plaisir, parce qu'apprendre est un plaisir en soi : le fait d'être née femme n'est certainement pas une raison pour s'en priver. Cette incursion du côté d'une rhétorique des droits et libertés est rapidement tempérée dans la suite de l'article. L'auteure reprend alors à son compte le discours essentialiste de certains carabins en expliquant que l'éducation est la clé de la préparation au rôle féminin : « En sachant plus, [l'étudiante] aimera mieux, et aimer pour la femme est synonyme de dévouement : quel Carabin ne le sait pas ? Donc pas de raison de craindre qu'elle se "déféminise", Messieurs, la petite compagne dont vous rêvez[35]. »

Il faut dire que quelques carabins rêvent ouvertement d'une jeune fille modèle qui se tienne loin des affres de la « modernité ». Et de l'avis de quelques-uns, le fossé est large entre l'idéal et la réalité. La série d'articles intitulée « La jeune fille moderne » publiée en 1930 par Paul Dumas, sans être représentative de l'ensemble des étudiants, donne une idée de certains préjugés tenaces. Avec un mépris assez flagrant pour les filles de tous les milieux, Dumas dénonce chez elles toute propension à s'affranchir du modèle traditionnel de « la » femme. Cet extrait du texte liminaire de la série donne une idée assez claire de l'opinion de Dumas et offre une piste d'explication à la réaction indignée des jeunes filles visées : « Mais la femme moderne ne veut plus s'en tenir au rôle social que Dieu et la nature lui ont assigné. Il lui faut plus ; ou mieux, il lui faut autre chose. » Que lui faut-il ? Dumas propose cette réponse :

> Elle veut conduire un monde qu'elle comprend mal ; elle veut se libérer d'une tutelle où elle trouverait pourtant son bonheur, pour s'isoler dans ses potentialités (ô le pédant), afin d'être elle-même et elle n'est malgré ses

34. Ser Ber, « La femme et la science », *Ql*, 15,9 (1er décembre 1932) : 8.
35. *Ibid.*

> efforts de dépaysement, qu'une personne sentimentalement, socialement et moralement déviée, elle a voulu… s'affranchir… s'émanciper, se réaliser, et c'est d'elle-même, de ses convoitises qu'elle est maintenant l'esclave[36].

Dans ces quelques lignes, Dumas invoque deux arguments sans réplique, Dieu et la nature féminine, pour dénoncer les prétentions à l'émancipation des femmes. Mais il ne se contente pas de ces arguments somme toute assez galvaudés. Il en rajoute certains qui visent encore plus précisément ses consœurs :

> La jeunesse est l'âge des audaces, des accès de révoltes et d'indépendance. C'est donc à cet âge que la femme d'aujourd'hui ressentira le plus violemment les désirs d'émancipation et d'évasion qui la caractérisent. […] Lorsqu'elle se cultive, elle le fait en dilettante, ou pour subtiliser plus tard à l'homme son gagnepain [*sic*] ou sa situation dans la société[37].

À la lecture de ces quelques phrases, on constate que l'audace et l'esprit de révolte, qualités habituellement associées à la jeunesse, n'acquièrent de valeur positive pour Dumas que lorsqu'elles s'appliquent aux jeunes hommes. On remarque du même coup l'utilisation d'un argument souvent évoqué, à savoir que la présence des étudiantes à l'université ne peut être justifiée ni par leur sérieux ni par leur ambition. À ces attaques, quelques lectrices du *Quartier latin*, parmi lesquelles quelques étudiantes peut-on présumer, réagissent fortement. L'une d'elles dénonce le ton méprisant employé par Dumas et en rejette purement et simplement les propos en arguant que « son exagération l'empêche d'être admissible au tribunal de la raison[38] ».

Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, si les propos méprisants comme ceux tenus par Dumas semblent s'estomper, il apparaît à certaines étudiantes que la partie n'est pas gagnée. Le fait d'être de plus en plus nombreuses sur le campus n'a pas encore réussi à les faire pleinement reconnaître comme étudiantes, et l'une d'entre elles croit toujours opportun de rappeler à ses confrères que les étudiantes ne sont pas des monstres étranges : « Nous sommes encore pour vous un sujet d'étonnement […]. Nous désirons tout simplement que vous nous considériez comme des êtres semblables sinon égaux, et non comme des phénomènes perdus dans un paradis exclusif[39]. »

36. Paul Dumas, « La jeune fille moderne », *Ql*, 12,18 (27 février 1930) : 2.

37. *Ibid.*

38. Lucille Tassé, « Réflexion sur "La jeune fille moderne" », *Ql*, 12,22 (27 mars 1930) : 8.

39. Germaine Leclaire, « Pourquoi sommes-nous exclues de l'A.G.E.U.M. ? », *Ql*, 26,16 (18 février 1944) : 3.

Les années passant, les étudiantes gagnent en assurance. Alors qu'elles devaient réagir à des attaques directes dans les années 1930 ou encore réclamer leur reconnaissance dans les années 1940, à la fin des années 1950, elles peuvent maintenant jouer d'ironie et tourner en ridicule les arguments invoqués depuis longtemps pour leur refuser une éducation supérieure et pour remettre en question la pertinence de celle-ci. Une certaine Louise écrit en 1957 : « La vraie vocation de la femme est ailleurs – des hommes intelligents ont déjà su le dire – la place de la femme est au foyer. De grandes tâches l'attendent : faire des p'tits, laver des couches et des planchers. Un monde merveilleux s'offre à elle : un horizon de plats de vaisselle[40]. » Elle va plus loin en pointant la principale raison qui limiterait l'entrée des filles à l'université : « Tout cela ne pourrait servir qu'à la masculiniser – car l'instruction est le propre du mâle. »

La présence des étudiantes à l'Université de Montréal, bien que soulevant de moins en moins de contestation à mesure que les années passent, apparaît malgré tout ambiguë. Du moment où elles sont admises à l'université jusqu'à cette dernière citation datant de 1957, les étudiantes, en tentant de justifier leur désir d'accéder à une éducation supérieure, prennent la peine de souligner qu'elles n'y perdront pas leur féminité. C'est qu'au départ, leur féminité posait justement problème dans un monde d'hommes destiné à former une élite masculine. Les portes de l'université s'ouvrant dans les faits, il fallait revoir le discours sur la place des femmes. L'une des façons d'y arriver est soulevée par Christine Lemaire[41] : nier la féminité des étudiantes en la gommant au sein d'une grande identité étudiante unifiée. Cette hypothèse est appuyée par cette chronique du *Quartier latin* rédigée par un étudiant en 1938 : « Je ne vois pas de différence entre la condition de l'étudiant et d'étudiante. Il n'y a pas lieu je crois de créer un gynécée à l'université. » La suite est encore plus explicite : « Le groupe étudiant devrait être étudié comme un tout. Une jeune fille fréquentant le milieu universitaire perd aux yeux de la majorité des étudiants sa caractéristique de jeune fille. Elle devient un confrère[42]. » Une telle affirmation vient appuyer l'hypothèse selon laquelle l'identité étudiante prévalant à l'Université de Montréal au cours de cette période est fondamentalement masculine. C'est donc par rapport à cette identité étudiante relativement exclusive basée sur la masculinité du monde univer-

40. Louise, « Contre la femme à l'université », *Ql*, 39,18 (7 février 1957) : 3.

41. Christine Lemaire, *Les femmes à l'Université de Montréal*, *op. cit.*, 150.

42. Guy Prévost, « Étudiants du monde. L'Étudiante est-elle un être moral ? », *Ql*, 20,22 (25 mars 1938) : 2.

sitaire que les étudiantes de l'Université de Montréal ont dû prendre position au cours de la première moitié du XXe siècle.

Au premier abord, les étudiantes de l'Université McGill semblent bénéficier d'une situation plus favorable : elles sont plus nombreuses et disposent de structures exclusives, dont le Royal Victoria College. Autour de 1925, les étudiantes représentent environ le tiers des inscrites parmi les « undergraduates[43] ». De plus, s'adressant aux étudiants, les autorités incluent souvent les étudiantes. Pourtant, l'intégration de ces dernières à l'université continue de susciter des résistances. Des interrogations, semblables à celles qui apparaissent dans le *Quartier latin*, tapissent le *McGill Daily*.

On l'a vu, l'entrée des filles à McGill s'est faite sous un régime de non-mixité, ce qui impliquait à la fois des considérations morales, il était dangereux pour la vertu de faire se côtoyer filles et garçons dans une classe, et pédagogiques, on ne souhaitait pas mettre les étudiantes et les étudiants en compétition directe. Avec les années toutefois, des motifs financiers ont incité les autorités à multiplier les cours mixtes. Dès lors, les étudiantes sont affublées du titre de « co-eds », pour « co-educated ». Ce terme n'est pas neutre. Très tôt, un étudiant – ou une étudiante – en souligne le caractère ostracisant :

> The co-ed is a co-ed in the full sense of that word – that she is being co-educated, but she is not a student. Rather is she merely a part of the make-up of a university. Why are not the male students co-educated too ? Are they not being co-educated too ? We fear that the word smaks too much of the old idea that the women are merely tolerated at the university – that they are a small insignificant part of its life[44].

Ce n'est donc pas parce que la mixité se généralise dans les salles de cours que les discussions au sujet de la pertinence de l'éducation supérieure pour les filles prennent fin. Deux grandes périodes de polémiques peuvent être identifiées à ce propos : du milieu des années 1920 au début des années 1930, période correspondant au moment où les étudiantes s'interrogent publiquement sur leur statut au sein des associations étudiantes existantes ; les années 1950, moment où les étudiantes de McGill, à l'instar de celles de l'Université de Montréal, s'affirment de plus en plus et prennent d'assaut les pages du *McGill Daily*.

43. Avec des fluctuations marquées selon les années et les facultés. M. Gillett, *We Walked Very Warily*, *op. cit.*, 435.

44. « Co-eds and the Lit », *Daily*, 16,107 (16 février 1927) : 2.

En 1927, le *McGill Daily* profite d'un débat organisé par quatre collèges féminins, dont le Royal Victoria College, pour faire paraître un éditorial à propos de l'« inconsistance » féminine en matière d'éducation et des brèches faites à la tradition. Écrit sur un ton assez humoristique, le texte qui annonce le débat n'en reprend pas moins plusieurs clichés : « So go back to your crocheting, girls, we cannot beat you there. And you will always be our superiors in nursing the wee ones. Man ever prefers a distinct woman to an inferior copy of himself. At this womanhood sneers and says it does not care what man prefers. Why then study his preference in all other things and so carefully copy it[45] ? » Il ressort de ces quelques phrases une dénonciation de la prétention à l'éducation manifestée par les étudiantes : y a-t-il meilleur moyen d'aspirer aux postes et fonctions masculines qu'en suivant le même cheminement scolaire ? Comme à l'Université de Montréal, il ne faudrait cependant pas croire que ces paroles reflètent l'ensemble de la communauté étudiante. Pour quelques-uns – ou quelques-unes, puisque les textes du *Daily* ne sont généralement pas signés – la légitimité de l'éducation supérieure pour les filles ne pose plus vraiment problème, il faut « être de son temps » : « The time when marriage and the homes was the only future for the woman is long gone and the sooner this is fully grasped today, both in the university and outside the university, the better will be the interests of a more complete, more rounded out system of education[46]. » Poussant un peu plus loin la réflexion, ceux-ci n'hésitent pas à accorder une liberté de choix aux étudiantes. Comme pour les hommes, le mariage ne représente alors plus pour celles-ci une fin en soi : « Why a women at college today should have her eye on marriage any more than a man we can not conceive – and as a matter of fact there is no justifiable reason for thinking it[47]. »

Si on s'interroge sur l'avenir des étudiantes – doivent-elles choisir entre le mariage ou la profession ? –, c'est que la question n'est pas anodine. En ce qui concerne les étudiants, on se demande si la formation qu'ils reçoivent à l'université les prépare adéquatement pour la vie professionnelle à laquelle ils se destinent. Pour les filles, la question est double. À la précédente s'en joint une autre : la formation universitaire concorde-t-elle avec les minces possibilités professionnelles qui s'offrent à elles ? À

45. « Whither Womanhood ? », *Daily*, 21,50 (30 novembre 1931) : 2.
46. « Henry Louis Mencken and the Co-ed », *Daily*, 15,87 (27 janvier 1926) : 2.
47. *Ibid*.

la fin du XIXe siècle, de nombreuses portes sont closes, et certaines se demandent à quoi peut bien leur servir une formation universitaire. En 1898, cette étudiante mcgillienne devine l'étroitesse de son horizon, en comparaison aux perspectives qui se profilent devant ses collègues masculins :

> L'avenir brille pour lui, tout est possible, aucune limite ne se présente à sa vue, à l'élévation où il peut atteindre : son avenir dépend de lui. Il se mêlera aux gens, il vivra, il travaillera, il gagnera de l'argent, il se fera une réputation, enfin il sera une valeur dans le monde. Cette pensée le remplit d'ardeur, il ne veut pas perdre un seul instant avant d'essayer ses forces. Ce jeune homme égoïste avec son étroit horizon intellectuel, j'ai le malheur de l'envier[48].

Bien que la majorité des facultés soient dorénavant ouvertes aux filles, subsistent au cours des années 1950 des endroits sur le campus où elles ne sont pas encore très présentes. La Faculté de génie et d'architecture prend alors, pour certaines, l'allure d'un dinosaure. Rendue accessible tardivement aux étudiantes, elle demeure majoritairement masculine, et les quelques filles inscrites ressentent une certaine marginalisation, semblable peut-être à celle vécue par leurs prédécesseures quelques décennies plus tôt à la Faculty of Arts. Mais ces étudiantes de génie et d'architecture sont maintenant fortes d'une communauté beaucoup plus imposante qu'à la fin du XIXe siècle, ce qui facilite, peut-on croire, leur affirmation. Ainsi, l'une d'elles demande à ses confrères de changer d'attitude et déclare qu'elle et ses consœurs « are more than just decorative ornaments[49] » ! Elle prend ensuite la peine d'expliquer qu'elle rêve, tout comme eux, de faire carrière, que son engagement dans son éducation procède du même sérieux et qu'elle a satisfait aux mêmes critères de sélection, soulignant du coup sa compétence. Elle n'est pas la seule à prendre ainsi la parole, laissant entendre que des résistances perdurent à l'échelle de l'université. Une collègue, estimant parler au nom des étudiantes de toutes les facultés, souhaite également que ces dernières soient reconnues à leur juste valeur et se voient offrir des chances conformes à leur talent. « Women are no longer content to be the secretaries for great men, laboratory technicians instead of researchers, social reporters instead of war correspondents, employees instead of em-

48. Françoise C., « Une bachelière », *Fortnightly*, 6,7 (20 janvier 1898) : 135.
49. Vivian Harland, « Women Engineers », *Daily*, 44,20 (4 novembre 1954) : 2.

ployers[50]. » Pour réaliser ces ambitions, elle réclame notamment la complète égalité en ce qui concerne l'accessibilité aux postes de direction des associations universitaires, parce que « we do feel that at least at university women should have the opportunity that they will not get later from the outside world[51] ».

Voyons maintenant un peu plus en détail un argument récurrent utilisé par les étudiants pour remettre en question la présence des filles à l'Université McGill : celui selon lequel elles ne prennent pas leurs études assez au sérieux pour justifier leur admission à l'université. Par ailleurs, comme le souligne Nicole Neatby, il semble bien que cet argument ne soit pas exclusif à McGill. Dans le cas particulier de l'Université Queen's au cours des années 1920, Neatby explique que les étudiantes, qui provenaient souvent de milieux plus aisés que les étudiants et qui n'avaient donc pas à travailler pour payer leurs études, prêtaient le flanc à la critique : on remettait en question leur volonté de se préparer pour le marché du travail. De semblables accusations s'appuyaient sur le fait qu'à leur entrée à l'université, plus de la moitié d'entre elles n'avaient pas identifié précisément la profession qu'elles désiraient exercer[52]. Grâce à des entrevues effectuées avec d'anciennes étudiantes, Neatby en arrive à une conclusion beaucoup plus nuancée : la majorité des femmes interrogées envisageaient avec sérieux leur formation universitaire et souhaitaient obtenir un diplôme leur permettant d'exercer une profession reconnue qui leur garantirait une indépendance financière. Or, à leur entrée à l'université, ces jeunes filles ne connaissaient tout simplement pas les avenues professionnelles qui s'offraient à elles, sauf celle de l'enseignement. Celles que cet avenir n'intéressait pas préféraient s'abstenir de répondre. D'où leur indécision apparente. De cet épisode puisé de l'histoire de Queen's, on constate que le manque de sérieux apparent avec lequel les étudiantes envisageaient leur formation universitaire pouvait entraîner la remise en question de la pertinence de leur admission à l'université. Il ne faudrait pas conclure hâtivement, par un effet de miroir, que les étudiants faisaient toujours preuve d'un sérieux irréprochable face à leur formation et à leur orientation professionnelle, ni que le discours à leur sujet ne faisait jamais état d'un quelconque

50. D. E., « The Better Half », *Daily*, 44,30 (23 novembre 1954) : 2.

51. *Ibid*.

52. Chaque étudiant et étudiante devait remplir un formulaire d'inscription à Queen's sur ses origines, ses projets, etc. Ces fiches ont été consultées par Neatby pour les années 1920.

manque de diligence. Les accusations en ce sens sont en fait assez nombreuses et elles ponctuent la période analysée. Cependant, elles ne sont jamais accompagnées d'une remise en cause de la légitimité de leur formation ou du bien-fondé de leur présence à l'université. Face à un dilettantisme plus ou moins prononcé, seules quelques mesures sont à l'occasion mises de l'avant afin d'empêcher les étudiants indisciplinés de folâtrer un peu trop parmi les activités parascolaires aux dépens de leur cheminement universitaire[53].

L'université, un monde masculin ? Dans le discours des étudiants, il semble bien que cela soit le cas. Au sein d'une institution vouée à former une élite professionnelle, l'intégration des filles pose problème dans la mesure où la société n'est elle-même pas toujours prête à revoir le rôle des hommes et des femmes. Les années passant cependant, tant à l'Université de Montréal qu'à l'Université McGill, les filles s'approprient un droit de parole, répondent à ceux qui questionnent la pertinence de leur présence dans un lieu de savoir et affirment leur situation à l'université. Reste maintenant à voir comment, dans la communauté étudiante elle-même, s'est déroulée l'intégration des filles.

UNE COMMUNAUTÉ ÉTUDIANTE MASCULINE ?

Au-delà de leur intégration à la jeunesse et de leur admission à l'université, les étudiantes doivent manœuvrer pour faire reconnaître leur appartenance à la communauté étudiante. Le processus n'est pas simple et les résistances sont nombreuses. Résistances tant du côté des étudiants qui considèrent bien souvent les structures étudiantes comme leur appartenant en propre, que du côté des étudiantes qui, à l'occasion, hésitent entre joindre les rangs des associations existantes ou se doter de structures dont elles auraient le contrôle exclusif.

À l'Université McGill, c'est en 1900 que s'organise la première véritable association universitaire générale, l'Alma Mater Society. Cette association regroupe étudiants, professeurs, anciens et les quelques étudiantes inscrites à ce moment dans le but d'établir un véritable esprit universitaire. Par esprit universitaire, j'entends un sentiment d'appartenance à l'institution, dans le cas présent, un sentiment d'appartenance

53. Par exemple, en réaction aux problèmes scolaires des étudiants et à leur manque de sérieux, les autorités, appuyées par le conseil étudiant, décident, au cours de l'année 1951-1952, de limiter le nombre de numéros du *Daily*, de supprimer des danses ainsi que le Carnaval d'hiver. Louis Eddy, « Immaturity, Laziness, Stupidity », *Daily*, 41,17 (23 octobre 1951) : 2 ; Louis Eddy, « Cancelling the Carnival », *Daily*, 41,68 (14 février 1952) : 2.

à McGill. Amenés à se côtoyer au sein d'une organisation plus large que le simple cercle développé au contact quotidien dans les salles de cours, les étudiants prennent tranquillement conscience de la place particulière qui leur est faite en milieu universitaire. Sans rejeter cet esprit universitaire mcgillien qui les unit aux autres composantes universitaires, que ce soit les professeurs ou les représentants de l'administration, les étudiants laissent entrevoir le désir de se regrouper entre eux, de voir se former un « esprit étudiant », celui-ci étant compris comme un sentiment d'appartenance à la communauté étudiante mcgillienne. Cette nouvelle volonté de regroupement mène à la formation de la Students' Society en 1908[54], une association générale réunissant les étudiants de toutes les facultés et dotée d'un pouvoir de représentation officielle auprès des autorités et de la population. À partir de ce moment, les étudiantes sont exclues de l'association générale. Tout se passe comme si, dans le cadre d'une association vouée à développer un esprit universitaire, la présence des filles se justifiait, alors que dans le cas d'une association essentiellement étudiante, les filles devenaient des intruses. Il faut toutefois mentionner que les étudiantes mcgilliennes n'étaient pas dépourvues sur le plan parascolaire et associatif puisqu'elles bénéficiaient des installations du Royal Victoria College.

À partir du milieu des années 1920, plusieurs articles de journaux et documents d'associations étudiantes témoignent de l'émergence d'un débat assez vigoureux sur la place que devraient occuper les filles dans les structures étudiantes. Ces dernières sont tiraillées entre deux options : se regrouper entre elles ou joindre les rangs des étudiants, au risque de perdre leur spécificité[55]. En 1924, après de vives discussions dans les pages du *McGill Daily*, la voie de la ségrégation semble l'emporter avec la création de la Women's Society[56]. Mais, à la fin des années 1920, fortes d'une association féminine bien structurée, les étudiantes peuvent maintenant offrir leur collaboration à leurs confrères pour l'organisation d'activités communes[57]. Cette collaboration gagne en importance et la mixité, déjà en vigueur dans la plupart des cours, est en voie

54. Procès-verbal de la Corporation de McGill, « Students' Society », AUMcG, RG 8, c. 7, f. 18, 12 février 1908, 454.

55. « A Problem », *Daily*, 18,45 (22 novembre 1928) : 2.

56. Extrait de procès-verbal de la Corporation, « McGill Women's Society Constitution Approved », AUMcG, RG 8, c. 9, f. 20, 13 février 1924, 422.

57. Extrait de procès-verbal du SEC, « McGill Women's Union », AUMcG, RG 75, c. 1, f. 89, 2 novembre 1925.

de se généraliser au sein des diverses associations affiliées à la Students' Society[58]. La Women's Society estime que ses membres font partie de la communauté étudiante et que, à ce titre, elles devraient avoir leur mot à dire à la Students' Society qui coordonne les activités et les organisations auxquelles plusieurs filles participent déjà dans les faits. Il s'agit d'admettre les filles, déjà regroupées en association, à la Students' Society, et non de fusionner les deux associations ou encore de saborder la Women's Society. À l'appui de cette réclamation, les étudiantes expliquent qu'ailleurs au pays, d'autres associations étudiantes ont marqué le pas, à l'avantage de tous et toutes. En 1929, on soutient même que McGill est « the sole university in the Dominion where women do not act in conjunction with men in the major student executive, which in these days is a reflection upon its place in the university world[59] ». Des raisons plus prosaïques sont également en cause : l'admission des filles à la Students' Society pourrait alléger le fardeau financier des étudiants, car en reconnaissant la collaboration des filles à certaines activités, elle leur imposerait une part des charges encourues[60]. Sous-jacentes à ces considérations purement associatives et financières, on retrouve une réflexion intéressante sur l'occasion rêvée fournie par l'ouverture de la Students' Society pour revoir les rapports entre les hommes et les femmes : « Can we not make this a field of experiments in living, then, a kind of testing laboratory for new types of friendships between men and women, better methods of co-operation than the rest of the world has known[61] ? » On constate, à la lumière de ces dires, que les débats sociaux plus larges ont des échos à l'université. Plus encore, l'université est ici perçue comme un lieu d'avant-garde, d'expérimentation, pas seulement sur le plan scientifique, mais aussi relationnel et social.

C'est en 1930 que la question de l'admission des étudiantes à la Students' Society devient un véritable enjeu sur le campus. Les discussions ouvertes depuis quelques années prennent une nouvelle tournure et se durcissent considérablement devant les demandes précises et pressantes des étudiantes. Il faut dire que tous les étudiants n'estiment pas former une seule et unique communauté avec leurs collègues féminines ; ils

58. Parmi celles-ci, on compte des associations facultaires, des associations à caractère religieux comme le Newman Club ou le Student Christian Movement, d'autres dévoilant des intérêts artistiques, scientifiques, politiques, etc.

59. « A Start Is Made », *Daily*, 19,31 (4 novembre 1929) : 2.

60 « Co-operation with Women », *Daily*, 19,8 (8 octobre 1929) : 2.

61. « College Life – Our Adventure », *Daily*, 18,5 (5 octobre 1928) : 2.

remettent même en question leur appartenance conjointe à une même institution puisqu'ils considèrent être les seuls véritables étudiants de McGill. Pour que la demande des étudiantes soit entendue, il faudra que la directrice du Royal Victoria College obtienne un avis juridique établissant hors de tout doute que les étudiantes sont bel et bien de McGill, et non pas seulement du Royal Victoria College[62]. En mars 1931, les filles sont finalement admises au sein de la Students' Society et, à partir de l'automne de la même année, deux étudiantes, dont la présidente de la Women's Society, siégeront au Student Executive Council[63]. Mais l'accessibilité au poste de président(e) leur échappe encore.

La communauté étudiante ne se limite pas aux associations étudiantes comme la Students' Society et la Women's Society. À la Students' Union, chasse gardée masculine depuis son ouverture en 1907, l'avancée des filles provoque aussi des réactions. La maison des étudiants fonctionne à la manière d'un club privé. Tous ne peuvent en passer le seuil : les étudiantes n'y sont admises que lors d'événements spéciaux et sur invitation. En 1927, un précédent est créé lorsque ces dernières sont autorisées à y organiser un thé. Sachant bien qu'une telle mesure est d'ordre à soulever la réprobation, l'éditorial du *Daily* annonçant l'initiative prend bien la peine d'indiquer que les étudiantes n'auront pas accès aux salles de lecture ni aux bureaux du *Daily*[64]. Peu importe les précautions, devant l'insistance d'étudiants inquiets de voir « leur » maison envahie, le Student Union House Committee doit retraiter[65]. Il s'écoulera une autre décennie avant que les filles soient admises à l'Union. Elles obtiendront alors un statut particulier : membres de l'Union, elles ne disposeront pas de tous les droits et privilèges accordés aux étudiants car leurs cotisations seront moindres. Ce n'est qu'en 1949, au moment où la maison connaît des difficultés financières, que les filles saisissent l'occasion d'y prendre

62. Lettre de la Acting Warden du Royal Victoria College à Mr. Johnson, AUMcG, RG 42, c. 4, f. 245, 11 novembre 1930. La principale raison qui pousse le conseiller juridique à conclure que les étudiantes sont bien de McGill, c'est que leur diplôme est décerné par cette institution, et non par le Royal Victoria College.

63. « At Last », *Daily*, 20,128 (19 mars 1931) : 2. C'est-à-dire : une représentante du Royal Victoria College et la présidente de la Womens' Union, qui remplacerait la Womens' Society. Dans les faits, cette dernière appellation demeure.

64. « The Girls Enter the Sanctum », *Daily*, 17,51 (28 novembre 1927) : 2.

65. « A Start Is Made », *Daily*, 19,31 (4 novembre 1929) : 2. Cette décision, prise en 1927, a été expliquée seulement deux années plus tard. Par ailleurs, on apprend à cette occasion que les locaux du *Daily*, pour des raisons pratiques, ont été ouverts aux étudiantes entre-temps. On peut donc penser qu'à partir de ce moment, la participation des étudiantes au journal a été facilitée et qu'elles ont pu, à terme, y occuper une position plus importante.

une part plus active : elles proposent d'augmenter leurs frais d'adhésion à égalité avec ceux payés par les étudiants, en retour de quoi, elles exigent une représentante sur l'Union House Committee[66]. Autrement dit, tant dans la décision d'inclure les filles à la Students' Society que dans celle de leur accorder une voix dans la gestion de la maison étudiante, les considérations financières ont joué un rôle assez important. Il ne faudrait cependant pas faire preuve de cynisme et avancer que les filles ne doivent leur intégration aux structures étudiantes mcgilliennes qu'à l'argent...

Un événement annuel, qui avait cours au moins durant la première moitié de la période étudiée, illustre bien la division de la communauté étudiante mcgillienne selon des critères genrés : les initiations de début d'année. Keith Walden a publié un article particulièrement éclairant sur le sujet pour l'Université de Toronto. Tel qu'il la présente, l'initiation est un moyen privilégié d'intégration des nouveaux étudiants à leur communauté. Remarquant que les étudiants et les étudiantes ne sont pas initiés ensemble, il conclut que la communauté étudiante est divisée selon le genre. Dans le cas de McGill, il y a très peu de sources disponibles sur les initiations des étudiantes. Celles des étudiants sont cependant commentées annuellement dans le *Daily*. On constate qu'elles sont essentiellement masculines, souvent organisées autour de compétitions sportives, et qu'elles semblent n'être destinées à intégrer que les « freshmen » puisque la présence des « freshettes[67] » n'est que très rarement mentionnée. Aussi, en 1921, réagissant à un éditorial réclamant un peu de dignité lors des initiations, un étudiant y oppose cette argumentation : « As for the plea for "dignity" contained in the article, it brings to a head one of the saddest features in modern student-life, a feature which I sincerely hope is entirely confined to the Royal Victoria College. Old age is the time for dignity, not youth[68]. » L'étudiant distingue ici la jeunesse de l'âge adulte, et il est très clair qu'à son sens, les filles du Royal Victoria College ne sont pas comprises dans sa définition de la première. Très peu de sources permettent de savoir quand filles et garçons ont commencé à être initiés ensemble ; on ne peut que suggérer cette hypothèse : les initiations auraient pu être conjointes à partir du moment où les filles

66. « Co-eds Appropriate $14 Hundred Yearly to Union's Deficit », *Daily*, 38,64 (25 janvier 1949) : 1.

67. Les termes « freshmen » et « freschettes » désignent respectivement les étudiants et étudiantes de première année.

68. « Correspondance », *Daily*, 11,31 (7 novembre 1921) : 2.

sont admises à la Student's Society (1931), puisque cette dernière était responsable des initiations. Néanmoins, il semble plus probable que pendant une certaine période, la Women's Society, qui demeure très active, continue de s'occuper des activités d'intégration pour ses nouvelles membres. En 1948, il apparaît maintenant clair que les étudiantes ont un mot à dire sur la tenue et le déroulement des initiations, alors qu'une d'entre elles propose à la Student Society que les initiations soient désormais « mild and inoffensive[69] ».

Au-delà de la simple admission des filles aux structures étudiantes, il faut s'interroger sur leur statut par rapport à leurs confrères. Tout comme dans le cas de l'intégration des filles au sein de la jeunesse et de leur admission à l'université, il y a toujours une marge entre les faits et le discours. Si le débat sur la pertinence de l'éducation supérieure des filles ne prend pas fin au moment où les portes de l'institution leur sont officiellement ouvertes, il en va de même pour les structures étudiantes. En effet, pour que leur place soit reconnue parmi la communauté étudiante, les filles doivent régulièrement faire leurs preuves et prendre leurs responsabilités – encore que les façons de remplir ces responsabilités ne soient pas décrites dans le détail. À cette condition seulement leur serait reconnu un authentique statut d'étudiant. Certains font même de cette prise de responsabilité le fondement de leur respect envers leurs consœurs. Des quelques lignes qui suivent, on peut conclure que les étudiantes n'ont pas encore tout à fait accédé au plein statut d'« étudiant » en 1946. Sinon, pourquoi l'auteur prendrait-il la peine de dire que celui-ci peut toujours leur être retiré ?

> Evidently, the women of McGill have demonstrated a remarkable ability in improving the general development of the University along a number of lines. However, they may remember that in order to *continue to merit* an equal status with men they must take equal responsibility. Only by doing so will they gain the respect of their fellow-students[70].

Il n'en demeure pas moins que de l'avis des étudiantes qui prennent la parole publiquement à ce moment, leur statut ne fait plus de doute :

69. Il faut dire qu'à partir de la fin des années vingt jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale, il y a eu une accalmie dans les initiations. Officiellement, les « hazings » étaient interdits, mais d'autres pratiques subsistaient. Les « hazings » ressemblent aux bizutages français où de nouveaux étudiants un peu tête forte subissent des humiliations plus ou moins graves selon les années afin de servir d'exemples pour les autres étudiants. « Initiation of Freshmen », AUMcG, RG 75, c. 1, f. 94, 20 septembre 1948.

70. « On Women Students », *Daily*, 36,22 (30 octobre 1946) : 2. Les italiques sont de moi.

elles sont bel et bien membres à part entière de la communauté, elles se considèrent comme des étudiantes et participent avec leurs confrères à la vie du campus.

Qu'en est-il maintenant de la situation des étudiantes sur l'autre campus montréalais ? Depuis leur admission à l'Université de Montréal au début du siècle, les étudiantes sont les grandes oubliées : elles ne bénéficient d'aucune installation spécifique, ne sont pas membres des associations étudiantes générales[71]. Au cours des années 1920, elles sont progressivement admises dans plusieurs facultés de l'Université de Montréal, mais les étudiants ne reconnaissent pas encore complètement cette nouvelle réalité. Par exemple, malgré le fait que des étudiantes collaborent au *Quartier latin*, les équipes du journal, essentiellement masculines, préfèrent parler des « amies » des étudiants. Lorsque la participation des filles, étudiantes ou non, est sollicitée, on ne s'attend pas au même type de collaboration : « Ce que nous leur demandons, ce sont plutôt des parcelles de leur esprit si fin, si délicat, si charmant – cet esprit que nous aimons tant. Nous leur demandons, nous, pauvres bûcherons, de vouloir bien égayer notre vie de leur sourire si aimable et de leurs mots si gentils[72]. » Encore en 1932, le directeur du journal demande l'appui des filles pour assurer l'avenir du *Quartier latin*, et il souhaite pouvoir compter « sur la phalange éternellement joyeuse et vive des jeunes filles, attentives à suivre les exploits de leurs amis les carabins[73] ». En d'autres mots, si les filles sont considérées comme des interlocutrices du journal, jusqu'aux années 1930 à tout le moins, les étudiantes ne le sont pas encore. De là, le pas à franchir n'est pas très grand pour affirmer que, de la perspective des étudiants, les étudiantes ne font pas partie de « leur » communauté. J'avance ici une hypothèse pour expliquer cette absence de reconnaissance des étudiantes par leurs confrères : les étudiantes sont souvent concentrées dans certaines facultés qui ne sont pas vraiment reconnues pour leur « activisme ». En effet, l'impression générale qui ressort de l'analyse des journaux étudiants et de la composition des conseils étudiants est que les représentants de droit et, à un moindre degré, de médecine sont majoritaires. Le moins que l'on puisse dire,

71. La première de ces associations portait le nom d'Association générale des étudiants de Laval (AGEL). Elle a existé de 1913 à 1921, mais ne fut active que de 1913 à 1915 avec un léger sursaut en 1919. Elle est plus connue sous le nom de Fédération universitaire. L'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) lui succède en 1921.

72. Olivier Carignan, « Un organe vraiment français », *Ql*, 4,2 (20 octobre 1921) : 1.

73. Ignace Deslauriers, « Souvenirs et prévisions », *Ql*, 15,1 (6 octobre 1932) : 1.

c'est que les filles ne sont pas encore très présentes dans ces deux facultés, d'où l'impression persistante pour certains étudiants de l'absence de filles sur le campus. Pour confirmer cette hypothèse, une recherche prosopographique qui dépasse le cadre de cet article serait nécessaire.

Il faut attendre l'après-guerre pour constater une véritable ouverture du *Quartier latin*. Les étudiantes journalistes au *Quartier latin* sont de plus en plus nombreuses, et même si on note l'existence d'une chronique féminine, ces nouvelles journalistes ne se confinent pas à des dossiers typiquement féminins. Quelques-unes se joignent même, à l'occasion, aux équipes éditoriales. Avec les années, Adèle Lauzon, Juliette Barcelo, Régine Nantel, Denise Godbout, Marie Sénécal et Suzette Thiboutôt couvriront les congrès de *Pax Romana*, appuieront *Cité libre*, offriront une opinion tranchée sur le rôle éditorial des journaux étudiants, plaideront pour un rapprochement avec les ouvriers. En 1955, Hélène Pelletier occupera brièvement le poste de rédactrice en chef. Ces étudiantes journalistes font preuve d'un intérêt indéniable pour les dossiers sociaux et politiques au sens large du terme. Elles ne s'interrogent pas seulement sur leur place à l'université, mais aussi sur la place générale de la communauté étudiante dans la société, suggérant ainsi leur appartenance pleine et entière à cette communauté.

Cette participation accrue des étudiantes au journal n'est pas étrangère au fait qu'à partir de la Deuxième Guerre mondiale, ces dernières ont commencé à réclamer plus ouvertement une reconnaissance accrue parmi la communauté étudiante[74]. Elles ont aussi pris conscience des différences qui existaient entre elles et leurs consœurs de McGill, notant au passage les gains réels obtenus par celles-ci. Sans réclamer ouvertement un traitement similaire, on voit apparaître dans le *Quartier latin* une description minutieuse des conditions de vie des étudiantes mcgilliennes, description se concluant ainsi : « Pour résumer, disons qu'on accorde tous les privilèges du campus aux femmes à McGill[75]. » Ces demandes des étudiantes de l'Université de Montréal ne provoquent pas, comme ce fut le cas à McGill, des confrontations avec les étudiants. Il faut dire que les étudiantes ne sont pas vraiment organisées en association spécifique, et qu'on ne voit pas s'affronter deux groupes soucieux de conserver ou d'obtenir des privilèges. L'acceptation des étudiantes à l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM)

74. Germaine Leclaire, « Pourquoi sommes-nous exclues de l'A.G.E.U.M. ? », *Ql*, 26,16 (18 février 1944) : 3.

75. Armelle Penverne, « McGill. Les co-eds à McGill », *Ql*, 27,9 (1er décembre 1944) : 3.

se fait donc assez doucement en 1945. Selon Madeleine Béique, alors vice-présidente de la société artistique, une section affiliée à l'AGEUM, cette décision est reçue avec beaucoup de plaisir par les étudiantes qui se sentent maintenant acceptées, et non plus seulement tolérées, sur le campus[76]. Comme à McGill cependant, l'acceptation des filles à l'AGEUM n'entraîne pas leur éligibilité au titre de présidente.

L'admission des filles au sein de l'association étudiante générale ne règle pas tout, mais elle leur permet une plus grande affirmation : à partir de ce moment, ces dernières ne se gênent plus pour dénoncer les préjugés qui sont entretenus envers elles ou encore les inégalités dont elles se sentent victimes. Le comité féminin qui les regroupe désormais prend certaines initiatives pour se doter de structures plus ou moins équivalentes à celles dont disposent leurs consœurs de McGill et qui, selon elles, témoignent d'une plus grande considération à l'endroit des étudiantes[77]. Ainsi, en 1949, le comité féminin affirme que « nous croyons le temps venu de mettre à la disposition des étudiantes une salle où elles pourront se reposer, causer entre les cours et discuter entre elles de leurs problèmes communs[78] ». On constate donc dans le cas de l'Université de Montréal un schéma inverse à celui qui a prévalu à McGill : ce n'est qu'une fois admises au sein de l'AGEUM que les filles ont véritablement commencé à faire valoir leur différence, à réclamer des installations qui leur soient propres.

Il est également possible d'examiner les velléités de l'intégration des étudiantes de McGill et de l'Université de Montréal en s'attardant aux différents vocables utilisés pour les désigner. Bien souvent, les mots employés trahissent une certaine volonté de les tenir à l'écart. Le terme « co-ed » déjà évoqué dans le cas de McGill est dénoncé à plusieurs reprises pour la distance qu'il accentue entre les étudiants et celles qui sont « à côté » et non avec eux :

> The term (co-ed), we must grant, is rather an ugly one : it savours too much of the ideas that women are merely tolerated in our colleges – that they have become adjuncts to them like our Rooter's Clubs, athletics fixtures, and societies of enthusiasm. A women registered at a university on this conti-

76. Claude Labrecque, « Entretien avec Madeleine Béique », *Ql*, 28,3 (12 octobre 1945) : 1.

77. La première mention de ce comité date de 1947. Jacqueline Billette *et al.*, « Le comité féminin », *Ql*, 30,6 (21 octobre 1947) : 1.

78. Lettre de Lucie Lafontaine, présidente du Comité féminin de l'Université de Montréal à l'administration universitaire, AUdM, D35/1407, 15 décembre 1949.

nent is not a student – no, she is a « co-ed », she is merely being placed alongside men students and is « co-educated » with them[79].

À l'Université de Montréal depuis de nombreuses années, les étudiants répondent au surnom de « carabins[80] ». Logiquement, les étudiantes, pleinement acceptées, pourraient aspirer au noble titre de « carabines ». Plusieurs d'entre elles reprennent d'ailleurs cette appellation en parlant d'elles-mêmes. Mais un autre titre, moins noble de l'avis de certaines, se généralise au cours des années 1950 : celui de « poutchinettes », ou de « pitchounettes » selon les versions. Bien consciente de ce glissement, Lise Langlois réclame l'égalité des sexes en 1951, en marquant bien la condescendance associée au second terme. « La "pitchounette", Messieurs, n'est pas comme vous le croyez dans votre candeur, votre inférieure, mais bien plutôt votre égale. » C'est pourquoi « c'est une vraie "Carabine", escholière de la Montagne[81] ». Pour être considérée comme une égale, non comme une poutchinette, une autre étudiante se charge de montrer à ses confrères que l'étudiante type « partage vos soucis plus que vous ne le croyez. Elle accepte calmement et sans fausse frayeur l'invitation que lui adresse la vie : bâtir le monde avec vous[82]. » Une telle prise de parole ne semble pas superflue puisque dans le même numéro du *Quartier latin*, un étudiant semble persister à considérer – avec ironie peut-être ? – ses consœurs comme un agrément dans la vie universitaire, et il reprend à son compte, en le vidant de sa substance, le terme de carabine : « Je peux dire que les carabines ne contribueraient qu'à semer la joie dans la maison que ce serait déjà beaucoup. Leur délicieux minois et leur brillant sourire (à cause de Pepsodent sans doute), doivent trancher sur la morne figure et le triste faciès de certains étudiants[83]. »

La fin des années 1950 approchant, les étudiantes des deux universités montréalaises semblent de plus en plus conscientes de la place un peu particulière qui leur est faite au sein de la communauté étudiante, communauté dont elles sont désormais, officiellement du moins, membres à part entière. Ce qu'on voit poindre en fait, c'est la dénonciation d'une

79. « Henry-Louis Menken and the Co-ed », *Daily*, 15,87 (27 janvier 1926) : 2.

80. Le terme « carabin » fait habituellement référence aux étudiants de médecine. À l'Université de Montréal (et à Laval également), son acception s'est élargie pour désigner tous les étudiants.

81. Lise Langlois, « L'égalité des sexes », *Ql*, 34,7 (23 octobre 1951) : 1.

82. Je ne suis pas celle qu'on pense…, « Votre voisine de droite », *Ql*, 30,2 (7 octobre 1947) : 1.

83. Jean Martineau, « Bonjour navot ! », *Ql*, 30,2 (7 octobre 1947) : 2.

façon de voir que leurs prédécesseures, de concert avec la majorité des mouvements et associations féminines de leur temps, avaient elles-mêmes endossée : l'insistance sur la différence. Deux traditions viennent alimenter leur réflexion et soulever certains doutes sur le caractère effectif de l'acceptation des étudiantes : l'élection de la Reine du carnaval à McGill et celle de Miss Quartier latin à l'Université de Montréal. Ainsi, en 1957, la tradition de la Reine du carnaval, qui existe depuis plusieurs années sur le campus mcgillien, est ouvertement dénoncée. Des étudiantes affirment qu'en mettant ainsi les filles sur un piédestal, leur intégration réelle à la communauté étudiante est impossible : « Of course, we elect Carnival Queens every year, and some universities go so far as to pick a "Coed of the Week". But this is in line with our astonishingly unprogressive view – that woman's place is in the home – or on a pedestal[84]. » Une tradition similaire s'est établie à l'Université de Montréal : l'élection annuelle de Miss Quartier latin. Ce « concours de personnalité » est organisé chaque année par le journal. Des candidates de toutes les facultés sont présentées dans les pages de l'hebdomadaire et un jury d'étudiants est formé pour les interroger sur leurs goûts, leurs occupations et désigner celle qui incarne, à leurs yeux, l'étudiante « idéale ». C'est en proposant l'élection d'un Monsieur Quartier latin que les étudiantes dénoncent avec le plus de vigueur cette pratique qui, au départ, ne leur apparaissait pas si ségrégative. De Monsieur Quartier latin, on attend les grandes qualités masculines traditionnelles, comme de Miss Quartier latin, on attendait les principales caractéristiques féminines : « En plus de biceps, il devra avoir de l'esprit ; pas un esprit de pied, ni un esprit fort, mais un esprit galant, charmeurs dans les salons "biens", vif dans les conversations brillantes, agréable dans tout autre moment[85]. »

À la toute fin des années 1950, l'intégration des étudiantes à la grande communauté estudiantine semble avoir franchi une étape : les filles sont maintenant membres à part entière des associations ; elles sont beaucoup plus affirmatives dans leurs réclamations. Un événement permet de faire un bilan de la situation au moins dans le cas de l'Université de Montréal : la grève générale des étudiants québécois du 6 mars 1958. Depuis le début de la décennie, les universités québécoises vivaient des

84. « A Quiet Discrimination », *Daily*, 47,35 (14 novembre 1957) : 2. Cette timide remise en cause de l'élection d'une reine de carnaval n'empêche pas la tradition de se perpétuer.

85. Louise Poirier, « À la recherche de Monsieur Quartier Latin », *Ql*, 39,8 (31 octobre 1956) : 3.

problèmes de financement importants en raison de certaines chicanes politiques[86]. Au début de 1958, les étudiants de toutes les universités du Québec se regroupent pour une grève d'un jour dont le but est de dénoncer le manque de financement des universités et de réclamer la démocratisation de l'accès à l'éducation supérieure. Les étudiants, particulièrement ceux de l'Université de Montréal, font preuve depuis la fin de la guerre d'une conscience sociale accrue et exhibent un activisme qui, selon Nicole Neatby, participe du grand renouvellement annonçant la Révolution tranquille[87]. Des enquêtes sont effectuées pour démontrer que les jeunes des classes ouvrières et ceux des classes plus aisées n'ont pas un accès égal à l'université. La première de ces enquêtes, menée en 1953, parle d'une surreprésentation des « fils » de professionnels, financiers, hommes d'affaires, commerçants et fonctionnaires[88]. La seconde, réalisée dans le cadre d'un mémoire présenté au premier ministre Duplessis juste avant la grève de mars 1958, reprend chiffres à l'appui la même argumentation[89]. Il est frappant de constater que jamais le fait que les filles ne soient pas également représentées à l'université n'est souligné. Autrement dit, la communauté étudiante québécoise prend conscience des disparités de classes qui freinent l'accessibilité des moins bien nantis à l'université, mais cette nouvelle conscientisation ne se couple pas encore avec des considérations genrées. Toutefois, il faut mentionner que les étudiantes ont réussi à imposer leur présence parmi la communauté étudiante de l'Université de Montréal : à la suite de la journée de grève, un comité de trois étudiants est formé pour aller à Québec demander une audience au premier ministre Duplessis. Parmi ces trois étudiants, une fille, Francine Laurendeau. Selon les témoignages des trois étudiants en question recueillis par le réalisateur Jean-Claude Labrecque, la présence de Laurendeau n'était pas innocente, une

86. Le gouvernement fédéral avait accordé des subventions aux universités canadiennes, dont québécoises, pour assurer leur fonctionnement et leur développement. Le gouvernement de Duplessis avait interdit aux universités québécoises de se prévaloir de ces subventions en expliquant qu'elles allaient à l'encontre des compétences constitutionnelles reconnues aux provinces. Duplessis préférait accorder lui-même des subventions compensatoires, mais des subventions discrétionnaires.

87. Nicole Neatby, *Carabins ou activistes ? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 264 p.

88. Jacques-Yvan Morin, « Le problème social et l'Université. Esquisse d'un dilemne », *Ql*, 35,24 (19 mars 1953) : 2.

89. « Le mémoire des universitaires à Monsieur Duplessis », *Ql*, 40,21 (27 février 1958) : 2.

représentante des étudiantes était maintenant nécessaire pour établir la légitimité et la représentativité du comité[90]. C'est donc dire les étapes franchies par les étudiantes de l'Université de Montréal entre le moment où elles étaient considérées comme de simples « amies » des étudiants et 1958 où leur absence parmi un comité représentatif est maintenant impensable.

* * *

Des quelques pages qui précèdent se dégage un constat général : il ne suffit pas qu'un groupe joigne les rangs d'un autre, qu'il participe aux activités d'une institution pour que son intégration soit complétée. Il faut aussi tenir compte du discours, aller voir du côté de la construction identitaire pour comprendre comment l'intégration se concrétise, dans ses résistances et ses avancées. Au cœur de cette analyse identitaire, les conditions matérielles dans lesquelles s'inscrivent les discours ne doivent pas non plus être laissées pour compte : les considérations financières ont joué un rôle appréciable dans la décision d'admettre les filles au sein des associations étudiantes.

Dans le détail, il est apparu que les universités présentent des distinctions lorsque vient le temps d'intégrer les étudiantes : à McGill, les autorités sont plus promptes à les incorporer dans leur discours sur la jeunesse, mais en même temps, les étudiantes font face à des résistances ouvertes de la part de leurs confrères lorsque vient le temps de les admettre au sein des associations générales. Le fait que les étudiantes de McGill aient été plus nombreuses et qu'elles aient bénéficié des installations du Royal Victoria College semble avoir été perçu, à l'occasion comme une menace par les étudiants. À l'Université de Montréal, les étudiantes ont été matériellement moins choyées. Peut-être que cette situation explique l'indifférence et, parfois, le mépris, avec lequel elles ont dû manœuvrer.

En examinant la place des filles à l'université, on a pu constater que l'identité étudiante, qui s'élabore à partir du moment où elles sont admises au sein de l'institution jusqu'à la grève de 1958, repose sur des bases essentiellement masculines, mais que ces bases sont régulièrement mises au défi par les étudiantes. En présentant un double discours sur la jeunesse et la fonction sociale des hommes et des femmes, en remettant

90. *L'Histoire des Trois*, documentaire réalisé par Jean-Claude Labrecque, production de Éric Michel, 1989, 74 minutes et 19 secondes (VHS couleur, distribution ONF).

régulièrement en question la pertinence d'une éducation supérieure pour les femmes et en tergiversant au sujet de l'intégration des filles aux structures étudiantes officielles, autorités universitaires et étudiants participent à la construction d'un discours identitaire étudiant masculin. De manière générale, le fait d'être confrontées à une identité masculine a obligé les étudiantes à prendre en compte leur féminité, que ce soit pour l'affirmer ou la nier. Pour se faire accepter au sein de la communauté étudiante, ces dernières ont dû, d'un côté, refouler en partie leur féminité et devenir « un » étudiant, et de l'autre, afin de justifier leur place à l'université, elles ont été tenues de prouver que l'éducation supérieure ne les masculiniserait pas. Autrement dit, en tant qu'étudiantes, les filles se sont retrouvées, pour un temps du moins, dans une position identitaire paradoxale. Mais la présence croissante des filles dans les institutions universitaires montréalaises oblige une constante négociation, et dans les faits, leur intégration au sein de la communauté étudiante et universitaire est beaucoup plus appréciable à la fin qu'au début de la période étudiée.

Qu'en est-il aujourd'hui de l'identité étudiante ? Existe-t-elle encore, pour peu que l'on considère qu'elle a déjà existé ? La fragmentation identitaire postmoderne tant discutée empêche-t-elle désormais de simplement penser l'existence d'une identité étudiante ? Et dans le cas où une telle identité étudiante émergerait du discours des étudiants et étudiantes d'aujourd'hui, est-elle toujours aussi masculine ? Ou, au contraire, est-elle en processus de féminisation, plusieurs facultés étant maintenant majoritairement féminines ? Les étudiantes en génie sont-elles toujours perçues comme des phénomènes étranges ? Et qu'en est-il des étudiants en nutrition et diététique ? De semblables interrogations nous obligent à repenser le monde de l'éducation tel qu'il s'est construit depuis les années 1960, mais aussi à repenser la société en général tel qu'elle s'est remodelée depuis la révolution féministe des années 1970…